



HAL
open science

L'activisme antiesclavagiste aux États-Unis. Le cas de Manhattan et Brooklyn au xixe siècle

Héloïse Berkowitz

► **To cite this version:**

Héloïse Berkowitz. L'activisme antiesclavagiste aux États-Unis. Le cas de Manhattan et Brooklyn au xixe siècle. *Le Libellio d'AEGIS*, 2015, 11 (2), pp.113-117. hal-03543989

HAL Id: hal-03543989

<https://hal.science/hal-03543989>

Submitted on 21 Feb 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'activisme antiesclavagiste aux États-Unis Le cas de Manhattan et Brooklyn au XIX^e siècle

Héloïse Berkowitz

i3-CRG École polytechnique CNRS Paris-Saclay

Prithi Kanakamedala œuvre comme professeure assistante d'histoire au Bronx Community College. Elle étudie l'activisme antiesclavagiste au XIX^e siècle dans l'État de New York. Les quelques notes qui suivent ont été prises lors d'une conférence donnée au musée de la Ville de New York à destination des professeurs d'histoire, en février 2015. Sa thèse principale est que l'activisme abolitionniste au XIX^e siècle est marqué par un mouvement d'auto-libération des populations noires et que les caractéristiques urbaines de Manhattan et de Brooklyn ont joué un rôle clef dans ce mouvement.

La ville de New York a toujours connu une histoire bien spécifique en comparaison du reste des États-Unis. Fondée à l'origine sur la quête du profit, elle a fait l'objet de beaucoup d'envie et de jalousie – et c'est toujours le cas aujourd'hui. Quand les Hollandais ont débarqué sur le continent, afin de développer le commerce, ils se sont établis New York, ou à l'époque New Amsterdam. Le succès commercial et financier de la ville de l'époque doit largement au travail des esclaves et lorsque celui-ci a été aboli en droit dans l'État de New York, en 1827, l'esclavage a cependant persisté en pratique. À cette époque se développe la culture très particulière dite « afro-américaine ».

À l'époque, Brooklyn et Manhattan constituaient des municipalités bien distinctes. La partie basse de Manhattan ou « Lower Manhattan » se distingue clairement de Brooklyn, comme le montre le célèbre plan Ratzer de New York en 1776.

La partie sud de la péninsule montre des signes de planification urbaine assez intensive, avec des fermes et des artères, tandis que Brooklyn – de l'autre côté de l'East River – reste beaucoup plus rurale, avec des espaces ouverts. Cette distinction va dicter la manière dont l'esclavage et ensuite l'activisme antiesclavagiste vont se dérouler.



Figure 1
Plan Ratzer de New York, 1776

L'esclavage constitue un véritable paradoxe pour la Révolution américaine dans la mesure où des personnes privées de liberté vivent encore sur cette terre qui se veut un symbole de liberté. L'esclavage n'est pas seulement quelque chose de physique, au sens où si un esclave pouvait s'enfuir il en deviendrait donc logiquement libre. L'esclavage physique s'accompagne d'une oppression mentale : l'esprit de l'esclave est aussi assujéti. Les esclaves sont considérés comme des biens et ce système de pensée leur interdit en conséquence d'expérimenter la liberté d'esprit. Pourtant la quête de liberté existait bien. Elle pouvait se manifester de différentes façons. Une des manières les plus courantes pouvait consister à travailler plus lentement, voire à négocier avec les esclavagistes. Ou encore les esclaves pouvaient effectivement s'enfuir physiquement et devenir ainsi des esclaves « marrons » (les cirques de l'Île de la Réunion portent d'ailleurs les noms d'esclaves marrons célèbres) mais ils étaient alors confrontés aux barrières mentales et aux stigmates psychiques de l'oppression. Ce sont aussi ces barrières qui vont s'opposer aux antiesclavagistes et aux abolitionnistes. Une des sources d'information concernant les esclaves marrons était notamment les publicités sur les fuyards. Ces publicités, visant soit à offrir une récompense à ceux qui ramèneraient l'esclave, soit à revendre le fuyard, fournissent beaucoup d'enseignements tant sur l'esclave que sur son propriétaire. La figure 2 par exemple est une illustration de l'agence de l'esclave, c'est-à-dire de la capacité des esclaves à négocier ou à se battre pour leur liberté. David Smith, 12 ans, est décrit comme un *great rogue*, une sacrée fripouille, dont le propriétaire veut absolument se débarrasser.

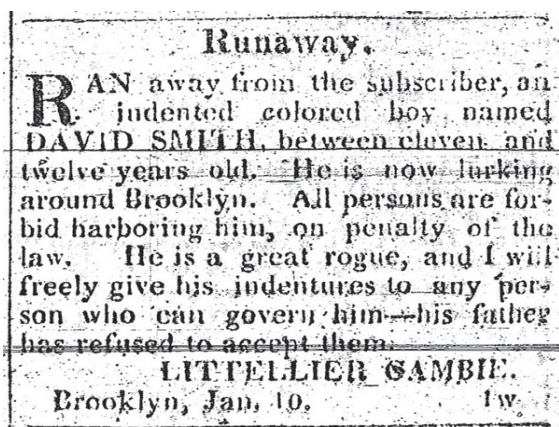


Figure 2
Publicité concernant David Smith, esclave marron de 12 ans, (*Long Island Star*, 10 janvier 1822, Brooklyn Historical Society)

Plusieurs États, notamment du Nord, se mettent à abolir l'esclavage dès le XVIII^e siècle. Le seul endroit où cette vague de libération ne se produit pas est l'État de New York, avant-dernier des États du Nord à l'abolir. Il voit cependant une croissance très forte de communautés noires libérées.

En 1785, après la Guerre d'Indépendance, New York se (re) pose la question de l'esclavage. Comme cela a déjà été le cas auparavant, la majorité des législateurs de l'État se prononcent contre l'esclavage. Néanmoins, une dichotomie apparaît entre la ligne dure derrière Aaron Burr, en faveur d'une abolition totale et immédiate, et une majorité de modérés en faveur d'une émancipation graduelle. Les modérés l'emportent, et l'acte qui est finalement voté en 1785 prévoit que toute personne de couleur née après le 4 juillet 1799 sera libre à l'âge de 28 ans

pour les hommes, et de 25 pour les femmes. Les personnes nées avant cette date, ne serait-ce que d'un jour, ne peuvent être émancipées. En outre, les noirs se voient refuser le droit de vote ou la possibilité de tenir un emploi public. Ces restrictions reflètent les peurs liées au potentiel pouvoir de cette population ex- ou future ex-esclave et les considérations racistes d'ordre public. Le mariage entre blancs et noirs, ou le témoignage contre les blancs dans un procès sont également interdits. Cette combinaison d'émancipation graduelle et de restriction des droits civils des noirs avait déjà été mise en place dans le Connecticut l'année d'avant. L'abolition effective n'est faite que trente ans plus tard, en 1827.

L'émancipation graduelle diffère de l'abolition qui implique une émancipation totale et complète. Pendant cette phase d'émancipation graduelle, des communautés libres de noirs se développent dans les deux contextes de Manhattan et de Brooklyn. Ces communautés refusent d'attendre qu'on leur rende leur liberté, et vont ainsi prendre

leur destin en main, même si leurs actions ne sont pas synonymes d'abolition ni d'égalité des droits.

Les deux communautés sont très différentes. À Manhattan, les peintures du début du XIX^e décrivent une ville grouillante de monde, avec des artères bien identifiées, de nombreux commerces, des immeubles (voir figure 3). À Brooklyn, les maisons sont plus petites, il n'y a pas vraiment de notion de rues, peu de commerces, et l'habitat est assez éparpillé. Ces communautés n'étaient pourtant pas séparées des autres. Dans le district de Five Points à Manhattan, la communauté noire cohabitait avec une forte communauté irlandaise, dans un quartier connu pour ses prostituées, l'alcoolisme rampant et la violence. Brooklyn à l'inverse était réputé pour son caractère calme et rural, presque idyllique.

Les communautés restent toutes deux marquées par une violence extrême, quotidienne, banalisée, qui nous horrifierait aujourd'hui malgré notre confrontation à des actes fréquents de violence. Malgré la liberté officielle, la notion même d'homme noir libre, *free man*, se déplaçant librement dans la ville, prenant le *ferry* pour aller travailler, ne va pas de soi. C'est un concept étranger, incompréhensible pour la population blanche. C'est pourquoi la violence raciale se généralise très rapidement. Pourtant, malgré tout, les populations noires continuent de rêver de liberté, et s'appliquent à en trouver la réalisation. Cela passe par l'éducation, par l'obtention d'un emploi, et surtout le fait de pouvoir marcher dans la rue en se sentant libre : on en revient à la notion de liberté mentale.

Le journal *Freedom*, publié par deux hommes noirs libres, est le premier journal antiesclavagiste. Dès 1827, le journal discute des mesures abolitionnistes. La construction de la communauté passe par l'éducation et l'établissement d'écoles. Le numéro du 6 juillet 1827 du journal *Freedom* présente ainsi une publicité pour une école installée dans une église. L'église apparaît ainsi non pas seulement comme un lieu de culte mais aussi comme un espace de débat politique quotidien. Il s'agit en outre de créer une forme de normalité pour les noirs libérés. Il faut rappeler que le racisme, pas plus que l'esclavage, n'avait sa place dans les États-Unis post-Révolution. Une des positions communes consistait donc à défendre le renvoi des populations en Afrique. Or les Afro-Américains ne voyaient aucune raison à cela dans la mesure où ils vivaient aux États-Unis depuis aussi longtemps que les autres communautés et considéraient donc ce pays comme le leur (d'où le terme afro-américain). Un sérieux débat sur cette question a opposé les anticolonialistes et les antiesclavagistes. Les populations noires se retrouvent donc à se battre pour leur citoyenneté à une époque où cette citoyenneté même n'était pas garantie.

L'activisme noir retrouve un second souffle avec la montée du mouvement (blanc et noir) abolitionniste, et la création de l'American Society of Anti-Slavery à Philadelphie en 1833. À partir de cette date, abolitionnistes noirs et blancs travaillent de concert. Pour la première fois de l'histoire des États-Unis, des descendants d'Européens et d'Africains se rejoignent dans un débat politique. Ce mouvement devient rapidement un des plus détestés car le reste de la population craint qu'il ne soit la cause d'une guerre civile et refuse dès lors que les blancs et les noirs aient le droit de se rassembler dans les églises ou sur la place publique.



Figure 3
Five Points intersection,
George Catlin (1827)



Figure 4
Johnson Residence and
Remsen House,
James Ryder Van Brunt
(1867) Brooklyn History
Society.

En 1834, Manhattan est victime d'une terrible attaque. La population blanche met le feu à tout ce qui rappelle le mouvement abolitionniste. La *mob*, ou foule en colère, se met ensuite à attaquer les New Yorkais noirs dans la rue et à les torturer. Brooklyn à l'inverse reste un endroit calme, avec beaucoup de terres disponibles et d'espace, comme l'illustre la figure 4.

La communauté de Brooklyn commence quant à elle à réfléchir à une charte municipale, à une mairie, et cherche à se construire un endroit sûr. Les habitants se lancent dans la construction à tout va ; le niveau d'expansion immobilière est sans précédent. Mais cette vague ne dure que trois ans, et la construction stagne par la suite à cause d'une crise économique.

Or l'amendement de 1821 de la constitution de l'État de New York avait ajouté une qualification immobilière pour pouvoir voter. Les habitants noirs doivent donc posséder un bien immobilier d'une valeur de 250 dollars, ce qui équivaut à un an de salaire pour les noirs :

Every male citizen of the age of twenty-one years [...] shall be entitled to vote in the town or ward where he actually resides, but no man of colour, unless [the] possessed a freehold estate of the value of two hundred and fifty dollars, shall be entitled to vote at any such election (New York State Constitution, 1821, Article II, Section 1)

Les noirs de Brooklyn se mettent à acheter des terres à Wecksville, la deuxième plus grande communauté noire libre des États-Unis. La logique derrière ce mouvement est la suivante : si un noir possède une propriété d'une valeur de 250 dollars, il peut voter. S'il peut voter, il est donc de fait un citoyen américain, il est donc bien chez lui et ne peut être expatrié ailleurs. Deux frères, nés en hommes libres, Willis et William Hodges déménagent à Wecksville pour une raison bien spécifique :

I made my first public speech at the Troy Convention. In it I gave as my opinion that the people of color had to leave the crowded cities and town of New York, Brooklyn, Syracuse, Albany, Troy, Utica and the rest and move into country and small growing villages like Williamsburg, and grow up with a small town. I believe in that way they would overcome much of the prejudice against them, for, as a rule, there is a fraternal feeling between the people of small towns or places (even in the South) that is unknown in the large cities. [Excerpts from Willis Hodges' autobiography] 1848-1849, published in 1896

D'après Willis Hodges, le racisme est généralisé et normal dans les grandes villes, à tel point qu'un noir ne peut même pas aller travailler sans risquer sa vie. À l'inverse, dans les petits villages, les Afro-Américains peuvent acquérir des terres et ensuite influencer les politiques locales – ce qui est impossible dans les grandes villes. Les deux frères y ouvrent donc leur propre commerce, et construisent ensuite leur propre école car l'éducation est selon eux la seule voie vers la liberté. Ils l'appellent l'« African School », en solidarité avec les peuples africains.

D'autres cas de ce type fleurissent. Ainsi Lewis H. Nelson, un barbier, ouvre son propre salon de coiffure, en créant un tonique indien végétal pour cheveux. Il fonde lui aussi une école africaine. En 1850, il s'oppose à la brutalité du *Fugitive Slave Act*, selon lequel un habitant soupçonnant une personne de couleur d'être un fugitif, doit immédiatement le dénoncer aux autorités afin qu'elle soit renvoyée dans les États du Sud.

En 1863, de nouvelles émeutes secouent New York. Le district de Five Points est entièrement détruit. La population noire fuit les émeutes et Manhattan, se réfugiant ainsi à Brooklyn. La plupart ne retourneront jamais sur la péninsule. Mais Brooklyn, ancien lieu idyllique, est elle aussi en feu, comme le montre la figure 5. Les attaques, dirigées à l'origine contre la participation des Irlandais à la Guerre Civile, visent d'abord les institutions, mais dès le deuxième jour, elles prennent pour cibles les New Yorkais noirs qui sont torturés, tués, lynchés dans leur propre rue. La foule déchaînée finit par s'en prendre aux plus démunis en attaquant un orphelinat d'enfants noirs (figure 5). À la fin de la Guerre Civile, Brooklyn se dresse pourtant comme une rivale très sérieuse de Manhattan en termes d'activisme antiesclavagiste.

Dans la ville de New York du XIX^e siècle, l'activisme antiesclavagiste a été marqué par un mouvement d'auto-libération des populations noires. Paradoxalement, malgré la proximité des deux municipalités, les caractéristiques urbaines de Manhattan et de Brooklyn ont joué un rôle clef dans ce mouvement. L'urbanisation plus prononcée et le communautarisme fort de Manhattan ont favorisé des violences raciales inouïes, violences qui ont poussé les populations dites « afro-américaines » à trouver refuge dans les zones plus rurales alentours. Brooklyn fait partie de ces havres plus sûrs, où la ruralité permet le développement autonome de communautés auto-libérées. Cette ruralité, et le coût plus faible de l'immobilier, est aussi ce qui permet aux habitants de contourner la qualification immobilière associée au droit de vote. En devenant propriétaires, les Afro-Américains peuvent ainsi voter, ce qui assure d'un point de vue légal, l'intégralité de leur statut de citoyen américain. Conscients de l'importance du droit de vote et de la politique, les communautés libérées mettent l'accent sur cette vie dans la cité en définissant des chartes municipales, en construisant des écoles et en instaurant des lieux de débats publics. L'activisme antiesclavagiste est encore pertinent aujourd'hui. Prithi Kanakamedala décrit des personnes ordinaires, qui ne sont pas des politiciens ni des élites, des gens qui ne sont pas au pouvoir. Ce sont des commerçants, des journalistes, des directeurs d'école. Et pourtant, ils se sont rendus compte très tôt que pour que la liberté prenne tout son sens aux États-Unis d'Amérique, ils devaient se battre eux-mêmes pour l'égalité, qu'il s'agisse de l'éducation, du travail, des droits de vote, ou de la sécurité des personnes ■



Figure 5: Un orphelinat attaqué, Brooklyn, *The Illustrated News* (1863)